NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Australie. L'organe législatif reconnait le génocide arménien et exhorte le gouvernement à le faire

La Chambre des représentants du Parlement fédéral australien a voté lundi à l'unanimité une motion demandant au gouvernement australien de reconnaître les génocides arménien, assyrien et grec.

Le législateur Trent Zimmerman a présenté la motion au parlement, qui comptait également parmi ses orateurs les députés du gouvernement John Alexander et Julian Leeser, tandis que les députés de l'opposition Josh Burns, Steve Georganas et Joel Fitzgibbon ont appuyé la motion.

« La Chambre des représentants a parlé », a déclaré Haig Kayserian, directeur exécutif du Comité national arménien d'Australie. « La chambre législative la plus grande et la plus représentative du Parlement australien a demandé à l'unanimité au gouvernement australien de reconnaître les génocides arménien, assyrien et grec ».

« Ce résultat unanime rejette l'ingérence de la Turquie dans la politique étrangère australienne et appelle le Premier ministre de notre pays et son gouvernement à se tenir aux côtés des représentants élus par leurs électeurs et à appeler un génocide un génocide », a ajouté Kayserian.

Ce grand bond en avant dans la reconnaissance s'inscrit dans la lignée de la motion historique de 2018 qui reconnaissait les génocides arménien, assyrien et grec par le prisme du premier grand effort international de secours humanitaire de l'Australie, qui visait à aider les survivants des génocides de 1915.

Cette motion intervient 22 mois après le lancement de l'initiative conjointe pour

la justice, qui s'est traduite par la signature d'un protocole d'accord entre l'ANC-AU, l'Assyrian National Council-Australia et l'Australian Hellenic Council, qui déclare que la reconnaissance par l'Australie des génocides arménien, assyrien et grec est une priorité au nom de leurs communautés.
Depuis lors, plus de 40 parlementaires fédéraux ont rejoint l'Initiative conjointe pour la justice, s'engageant à soutenir les appels à la reconnaissance nationale des génocides arménien, assyrien et grec.
« Nous savons depuis longtemps que le peuple australien est en faveur de la reconnaissance et de la justice pour les génocides arménien, assyrien et grec, et nous espérons que leurs représentants élus à Canberra utiliseront cette motion pour demander collectivement au gouvernement fédéral de défendre le droit de l'histoire », a déclaré Kayserian.

2.Les Nouvelles d'Arménie

30 novembre 2021

Moscou affirme ne pas craindre la concurrence de l'axe énergétique Ankara-Bakou

En marge du 15e sommet de l'Organisation de coopération économique (OCE) qui se tenait le 28 novembre à Ashgabat, capitale du Turkménistan, les ministres des affaires étrangères d'Iran et d'Azerbaïdjan signaient un accord en vertu duquel le gaz turkmène pourra être acheminé vers l'Azerbaïdjan à travers le territoire iranien. Cet accord s'inscrit dans le cadre de projets plus vastes, ayant vocation, à l'initiative de la Turquie, pays qui a créé en 1985, avec le Pakistan et l'Iran, cette Organisation comptant sept membres asiatiques et trois eurasiens, à constituer un axe énergétique majeur reliant les zones riches en pétrole et gaz naturel des ex-Républiques soviétiques majoritairement turcophones d'Asie centrale à Istanbul. Cet axe, censé s'intégrer au maillage de la région engagé par la Chine avec son projet plus ambitieux encore des « nouvelles routes de la soie », a été salué par le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui rencontrait d'ailleurs son

homologue et allié azéri Ilham Aliev pour un entretien séparé en marge du sommet, et qui n'a pas manqué de souligner une fois encore, la nécessité, pour assurer la continuité d'un tel axe, d'aménager dans le sud de l'Arménie ce fameux « corridor du Zanguezour » qui relierait l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan et au-delà à la Turquie. Il va sans dire qu'un tel axe énergétique, qui double par le sud l'axe principal aménagé au nord par la Russie pour approvisionner le marché européen, se pose comme un concurrent direct, et a de quoi inquiéter Moscou, alors même qu'a pu être mené à bien, malgré les sanctions imposées par les Occidentaux à la Russie, le projet de gazoduc North Stream II, qui acheminera à travers la Baltique le gaz russe vers l'Allemagne et l'Europe, contournant ainsi l'Ukraine, principal pays de transit, en dépit des relations exécrables entre Kiev et Moscou. La Russie, pourtant, garde son calme, et fait mine de ne pas s'inquiéter de cet axe méridional promu par son rival et accessoirement partenaire turc. Notre coopération dans le transit de l'énergie et du transport avec la Turquie et le Turkménistan es ouverte et mutuellement profitable, a ainsi fait savoir le directeur de la troisième subdivision du ministère russe des affaires étrangères pour les pays de la CEI, Alexandre Sternik, dans une interview accordée à l'agence Interfax, en réponse à la question du journaliste concernant d'éventuelles inquiétudes de Moscou face aux informations faisant état des efforts de la Turquie pour entraîner le Turkménistan dans l'Union turcophone et de gagner ainsi le contrôle de la route du gaz naturel conduisant du Turkménistan à l'Europe. "La politisation de la question énergétique s'est posée avec plus d'insistance dernièrement, et a été aussi attisée par les Etats-Unis et leurs alliés. Il y a de vaines discussions au sujet des menaces que ferait peser la Russie sur la sécurité énergétique de l'Union européenne, et différents projets visant à réduire les fournitures énergétiques russes au marché européen sont présentés. Nous verrons si les auteurs de ces idées seront en mesure de prouver ce qu'ils avancent quant à l'avantage de leurs alternatives sur nos produits", a déclaré A. Sternik.

3.Les Nouvelles d'Arménie

27 novembre 2021

Masdar signe un accord pour développer la plus grande centrale solaire (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Masdar signe un accord pour développer la plus grande centrale solaire d'Arménie

Masdar a signé un accord avec le gouvernement de la République d'Arménie pour développer une centrale solaire photovoltaïque (PV) de 200 mégawatts (MW). Le projet Ayg-1 sera la plus grande centrale solaire d'Arménie.

L'accord de soutien gouvernemental a été signé par Son Excellence Gnel Sanosyan, ministre de l'administration territoriale et des infrastructures de la République d'Arménie, et Mohamed Jameel Al Ramahi, directeur général de Masdar, lors d'une cérémonie qui s'est tenue aujourd'hui à Yeravan, la capitale du pays.

Gnel Sanosyan, ministre de l'administration territoriale et des infrastructures de la République d'Arménie, a commenté l'événement : « L'augmentation progressive des sources renouvelables dans le système énergétique de notre pays est l'une des priorités fixées par le gouvernement arménien. Nous considérons cette coopération avec Masdar comme une étape importante vers cet objectif, ainsi que vers la reconnaissance du potentiel d'investissement de l'Arménie. Le projet de centrale solaire industrielle de 200 MW d'Ayg-1 est une étape importante sur cette voie. Nous espérons que la signature de ce document marquera le début d'une coopération fructueuse et durable sur ce projet et sur les nouveaux projets à venir. »

Le projet Ayg-1 sera développé sur la base d'une conception, d'un financement, d'une construction, d'une propriété et d'une exploitation et la société du projet sera détenue à 85 % par Masdar, le Fonds national d'intérêts arménien (ANIF), un véhicule d'investissement appartenant au gouvernement, détenant 15 %. En juillet, le gouvernement arménien a annoncé que Masdar était le soumissionnaire retenu pour le projet, après avoir soumis un tarif de 0,0290 USD par kilowattheure (kWh) dans le cadre d'un processus concurrentiel.

HE Ahlam Rashid Ahmed AlAbd AlSalami, Chargé d'Affaires de l'Ambassade des Emirats Arabes Unis, a déclaré : « Cet accord renforcera les liens déjà puissants qui existent entre les Émirats arabes unis et la République d'Arménie. Les EAU et

l'Arménie sont unis dans leur engagement à prendre des mesures positives contre le changement climatique, tout en créant de plus grandes opportunités économiques. Ce projet marque une étape clé dans le parcours de l'Arménie en matière d'énergie propre et nous espérons que ce projet servira de réussite exemplaire pour attirer des opportunités pour l'Arménie depuis les EAU. »

David Papazian, directeur général de l'ANIF, a commenté : « Nous sommes heureux d'accueillir Masdar dans le voyage de l'Arménie vers la décarbonisation de l'approvisionnement énergétique du pays. Ayg-1 est une étape ambitieuse vers la réalisation de cet objectif, et l'expertise et l'expérience de Masdar dans ce domaine sont essentielles à la réussite du projet. Ayg-1 est appelé à devenir un projet d'investissement très visible, qui profitera au pays, à ses citoyens et aux investisseurs, tout en s'engageant à respecter les normes de durabilité les plus élevées du secteur. »

Mohamed Jameel Al Ramahi, directeur général de Masdar, a déclaré : « Cet accord marque une étape importante dans le voyage de l'Arménie vers l'énergie propre, et le développement de ce projet soutiendra le développement économique durable de la nation. Nous sommes impatients de travailler avec le Fonds national des intérêts arméniens sur d'autres opportunités dans ce domaine, et de tirer parti de l'expérience que nous avons acquise en tant que leader mondial des projets d'énergie renouvelable pour soutenir la diversification du mix énergétique de l'Arménie. »

La centrale Ayg-1 sera située entre les communautés de Talin et de Dashtadem en Arménie, dans une zone où le rayonnement solaire est élevé et où les terres sont inutilisables à des fins agricoles. L'usine s'étendra sur plus de 500 hectares et créera de nombreux emplois directs et indirects.

L'Arménie cherche à augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique et à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations de pétrole et de gaz. Le pays dispose également d'un important potentiel d'énergie solaire, avec un flux annuel moyen d'énergie solaire par mètre carré de surface horizontale d'environ 1 720 kWh, alors que le chiffre moyen européen est de 1 000 kWh.

Avec Radio Public of Armenia

4.Les Nouvelles d'Arménie

30 novembre 2021

Inauguration d'une nouvelle centrale électrique en Arménie

Un consortium germano-italien a inauguré lundi une centrale thermique qu'il a construite à Erevan dans le cadre d'un projet de 270 millions de dollars approuvé par le gouvernement arménien.

L'installation de 254 mégawatts devrait permettre à l'Arménie d'utiliser moins de gaz naturel pour la production d'électricité. Elle permettra également de diversifier les participations étrangères dans le secteur énergétique du pays.

Le consortium ArmPower est composé d'une filiale du groupe allemand Siemens et de deux sociétés italiennes. L'une d'entre elles, Renco, est le principal entrepreneur en ingénierie, approvisionnement et construction du projet.

Renco avait soi-disant lancé le projet en mars 2017 avec une cérémonie de pose de la première pierre à laquelle assistait le président de l'époque, Serzh Sarkisian.

Le gouvernement actuel de l'Arménie a toutefois gelé le contrat de Renco avec l'administration Sarkisian peu après son entrée en fonction en mai 2018. Il a déclaré que l'accord n'était pas bénéfique pour la partie arménienne et devait être renégocié.

Les deux parties ont signé un accord révisé en novembre 2018. Les responsables arméniens ont déclaré à l'époque que le consortium dirigé par Renco avait accepté de réduire son tarif d'électricité de 5 %. Cela, disaient-ils, permettra à l'Arménie d'économiser 160 millions de dollars en dépenses énergétiques au cours des 25 prochaines années.

Les travaux de la nouvelle centrale ont véritablement commencé en juillet 2019, quatre mois après qu'ArmPower ait obtenu plus de 200 millions de dollars de prêts et de garanties de prêts de la part de plusieurs prêteurs internationaux, notamment la Société financière internationale (SFI), basée à Washington.

La centrale a été inaugurée en présence du Premier ministre Nikol Pashinian et du directeur général de Renco, Giovanni Rubini. Selon une déclaration du gouvernement arménien sur la cérémonie, l'électricité produite sera moins chère

que celle provenant d'autres centrales à gaz qui couvrent actuellement environ un tiers des besoins énergétiques de l'Arménie.
L'une d'entre elles a été construite à Erevan en 2010 grâce à un prêt de 247 millions de dollars accordé par le Japon. Cette installation publique a une capacité de 242 mégawatts.
Renco fait des affaires en Arménie depuis le début des années 2000. Elle n'était pas impliquée dans le secteur énergétique local jusqu'à son dernier projet, investissant plutôt dans des logements de luxe, des hôtels et des immeubles de bureaux. Mais la société italienne a construit, installé ou exploité des installations de production et de distribution d'électricité dans d'autres parties du monde.

5.Les Nouvelles d'Arménie

30 novembre 2021

La Cour d'appel d'Arménie rejette la demande du parquet visant Kotcharian

La Cour d'appel d'Arménie vient d'adresser une fin de non recevoir à la démarche du parquet qui lui demandait de passer outre une décision d'un tribunal de district innocentant l'es-président Robert Kotcharian des accusations de coup d'Etat qui avaient été portées contre lui et trois autres anciens responsables dans le cadre du procès sur la répression post-électorale de 2008 à Erevan. Anna Danibekian, une juge du tribunal de district présidant au procès, avait prononcé leur acquittement début avril, dix jours après que la Cour constitutionnelle eut déclaré les accusations inconstitutionnelles. Les procureurs avaient aussitôt fait appel de ce verdict d'acquittement et avaient demandé que la Cour d'appel autorise les enquêteurs à poursuivre les prévenus pour abus de pouvoir et ordonne au juge Danibekian de reprendre le cours du procès. La Cour d'appel a rejeté l'appel des procureurs dans une décision annoncée tard dans la soirée du vendredi 26 novembre. L'un des avocats de R.Kotcharian, Hovannes Khudoyan, a salué cette décision, qui clôt une procédure dont la défense a toujours affirmé

qu'elle était politiquement motivée. Un porte-parole du bureau du procureur a toutefois fai savoir aux journalistes du Service arménien de RFE/RL que ses services étudieront cette décision avant d'aller plus avant dans leur démarche, en en appelant à l'instance judiciaire supérieure, la Cour de Cassation. R.Kotcharian, son ancien chef de cabinet Armen Gevorgian et deux généraux de l'armée à la retraite ont tous affirmé, tout au long de la procédure, qu'ils étaient victimes d'un montage politique. Les avocats qui assurent leur défense ont affirmé de leur côté que la décision de la juge Danibekian de les innocenter de l'accusation de "renversement de l'ordre constitutionnel " était absolument conforme à la loi arménienne. La juge avait aussi décidé le 6 avril que MM. Kotcharian et Gevorgian n'en avaient pour autant pas fini avec la justice devant laquelle ils doivent toujours rendre des comptes pour les accusations de corruption qui sont au cœur d'une procédure séparée et qu'ils rejettent avec la même véhémence. Les audiences du tribunal dans cette affaire devraient reprendre en juillet. R.Kotcharian, qui est l'un des opposants les plus farouches à l'actuel pouvoir en place en Arménie, avait été arrêté une première fois en juillet 2018, dans la foulée de la "révolution de velours" qui avait porté Nikol Pachinian au pouvoir en mai. Après plusieurs aller-retour en prison, il a été libéré contre caution en juin 2020. L'ex-président âgé de 67 ans a formé une alliance d'opposition en mai dans l'objectif de chasser N.Pachinian du pouvoir à la faveur des législatives anticipées du 20 juin. Mais son alliance, Hayastan, est arrivée en deuxième position loin derrière le Contrat civil de N.Pachinian. Elle devient pourtant la deuxième force du Parlement et la principale formation d'opposition. Si un autre procès attend encore R.Kotcharian, son sort est semble-t-il plus enviable que celui de l'ancien président géorgien, Mikhaïl Saakachvili, qui doit répondre d'accusations similaires d'abus de pouvoirs devant la justice de son pays. L'ancien président géorgien, dont le procès exacerbe les tensions à Tbilissi où ses partisans manifestent pour demander sa libération, a été condamné par contumace à six ans d'emprisonnement par la justice géorgienne, à laquelle il a décidé de faire face après un long exil, souvent doré. M.Saakashvili est jugé pour la répression qu'il aurait orchestrée contre les manifestants de l'opposition lorsqu'il était président, en 2007. Celui qui avait porté les couleurs de la démocratie lors de la « révolution de la rose » de 2004 se posait comme un partisan sans réserve de l'Occident, qui lui avait d'ailleurs apporté son soutien, aujourd'hui bien plus mesuré. Rien à voir donc avec R.Kotcharian, qui se revendique quant à lui du soutien de la Russie, bien plus utile depuis quelques temps dans la région, et qui lui a sans doute permis de passer à travers les fourches caudines de la justice

arménienne.

6.Les Nouvelles d’Arménie

30 novembre 2021

La déclaration de Sotchi concerne le retour des prisonniers de guerre, le déblocage des voies de transport et la stabilité de la frontière entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan

La mise en œuvre complète des dispositions des déclarations trilatérales contribuera au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh sous le mandat des coprésidents du Groupe de Minsk de l’OSCE, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Vahan Hunanyan, en réponse aux questions des médias.

Le porte-parole a souligné plusieurs dispositions importantes inscrites dans la déclaration trilatérale adoptée par les dirigeants de l’Arménie, de la Russie et de l’Azerbaïdjan le 26 novembre.

Tout d’abord, a-t-il dit, avec la déclaration de Sotchi, les parties réaffirment leur engagement à mettre en œuvre de manière cohérente et inconditionnelle toutes les dispositions de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020. « Cela fait référence aux obligations stipulées par le point 8 de la déclaration du 9 novembre relatives au retour des prisonniers de guerre, des otages, des autres détenus qui doivent encore être remplies par l’Azerbaïdjan, ainsi que d’autres engagements non encore mis en œuvre. »

« Deuxièmement, la déclaration du 26 novembre à Sotchi réaffirme la disposition de déblocage de toutes les voies de transport et des liens économiques dans la

région inscrite dans la déclaration du 11 janvier, et réfute une fois de plus les thèses de propagande sur le »corridor« ou la logique du corridor », a déclaré le porte-parole.
« Troisièmement, selon la déclaration, un accord a été conclu pour prendre des mesures visant à accroître le niveau de stabilité et de sécurité à la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Et le premier et le plus important pas dans cette direction devrait être la mise en œuvre de mesures visant à réduire la tension », a-t-il ajouté.
« Nous sommes convaincus que la mise en œuvre complète des dispositions des déclarations trilatérales contribuera au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh sous le mandat des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE », a conclu Vahan Hunanyan.

7.Le Courriel d'Erevan

30 novembre 2021

De nouvelles restrictions pour les citoyens qui n'ont pas été vaccinés entrent en vigueur en Arménie le 1er janvier 2022

De nouvelles restrictions entreront en vigueur en Arménie à partir du 1er janvier pour les citoyens qui n'ont pas été vaccinés. C'est ce qu'a annoncé le ministre arménien de la Santé, Anahit Avanesyan, lors d'une conférence de presse lundi.

« Les citoyens qui n'ont pas été vaccinés ne seront autorisés à entrer dans les points de restauration et les événements culturels (concerts, etc.) que s'ils présentent un résultat négatif au test PCR », a déclaré Mme Avanesyan.

Les citoyens vaccinés devront présenter des certificats de vaccination complète. Avanesyan a ajouté que les restrictions pertinentes pourraient également

s'appliquer aux citoyens pour entrer dans les bureaux de Haypost (l'opérateur postal).

Pour rappel, selon le décret du ministre arménien de la santé Anahit Avanesyan, depuis le 1er octobre, tous les citoyens arméniens employés doivent présenter à leur employeur soit un certificat de vaccination contre le Covid-19, soit tous les 14 jours le résultat d'un test PCR effectué au plus tôt 72 heures avant la présentation du document. Et à partir du 1er décembre, les citoyens qui n'ont pas été vaccinés devront présenter les résultats des tests PCR à leur employeur une fois par semaine.

8.Le Courriel d'Erevan

25 novembre 2021

Discussion entre Vladimir Poutine et Charles Michel sur le Karabagh

Le Président russe Vladimir Poutine a discuté de la mise en œuvre des accords sur le Haut-Karabagh lors d'un entretien téléphonique avec le Président du Conseil européen Charles Michel, informe le Kremlin.

"*A la demande de Charles Michel, Vladimir Poutine a informé des mesures prises pour la mise en œuvre des accords trilatéraux du 9 novembre 2020 et du 11 janvier 2021 sur le Haut-Karabakh, notamment l'établissement d'une vie pacifique et le rétablissement des communications économiques et de transport dans le Sud-Caucase. Ce sont les questions qui seront discutées lors de la rencontre des présidents de la Russie, de l'Azerbaïdjan et du Premier ministre arménien à Sotchi le 26 novembre*", peut-on lire dans le communiqué publié par le Kremlin.

D'autres questions internationales ont été abordées lors de la conversation téléphonique, notamment les questions ukrainienne, afghane et libanaise, la situation à la frontière avec la Biélorussie.

9.Les Nouvelles d'Arménie

29 novembre 2021

La Russie offre ses cartes soviétiques pour la démarcation Arménie-Azerbaïdjan

La démarcation de la frontière arméno-azérie doit être effectuée à l'aide de cartes soviétiques du ministère russe de la Défense , a déclaré la présidente du Conseil de la Fédération de Russie Valentina Matviyenko lors d'une réunion avec la présidente du Parlement azerbaïdjanais Sahiba Gafarova le jeudi 25 novembre.

Aujourd'hui, selon Matviyenko, la tâche principale est de délimiter la frontière de manière à ce qu'aucune partie ne veuille reprendre les hostilités.

« La Russie a offert son aide, étant donné que les cartes de la période soviétique ne sont conservées que dans notre ministère de la Défense. Elles sont calibrées, précises et définissent les frontières exactes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », a déclaré Matviyenko.

« Les négociations peuvent être menées en toute confiance à l'aide de ces cartes, et l'Arménie et l'Azerbaïdjan soutiennent cette approche. Il y a compréhension et accord, mais le processus progresse lentement. Pour cette raison, des tensions subsistent.

Elle a noté que la Russie est intéressée par « une Transcaucasie pacifique et stable et la vie paisible des gens » et fera tout ce qui est nécessaire pour y parvenir.

Le 9 novembre 2020, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, les présidents russe et azerbaïdjanais Vladimir Poutine et Ilham Aliyev ont signé une déclaration mettant fin à la guerre au Karabakh après près de 45 jours. En vertu de l'accord, la partie arménienne a rendu les sept régions entourant le Haut-Karabakh, ayant perdu une partie du Karabakh lui-même dans les hostilités.

10.Les Nouvelles d’Arménie

29 novembre 2021

Les présidents azerbaïdjanais et pakistanais s’entretiennent à Achgabat

Les présidents de la République d’Azerbaïdjan et de la République islamique du Pakistan, MM. Ilham Aliyev et Arif Alvi, se sont entretenus le 28 novembre à Achgabat.

Les parties se sont déclarées satisfaites des relations entre les deux pays. La position ferme et de principe du Pakistan relative à ce que ces deux pays frères appellent, en inversant les rôles, « l’agression militaire de l’Arménie contre l’Azerbaïdjan », a été soulignée.
Rappelons que le Pakistan, est le seul pays au monde à ne pas reconnaitre l’Etat arménien, et qu’il a en effet activement soutenu l’Azerbaïdjan lors de son offensive militaire contre la République du Haut-Karabakh.

11.Les Nouvelles d’Arménie

29 novembre 2021

Les Azéris ont coupé l’eau de plusieurs familles du village frontalier de Chakaten dans la

région de Syunik, privant ces Arméniens de pâturages

Le défenseur des droits humains Arman Tatoyan, qui est actuellement à Syunik en visite de travail, a publié un post sur sa page Facebook. Arman Tatoyan écrit :

« Cette maison appartient à la famille de Gevorg Avagyan, un habitant de Chakaten, et au-dessus, c'est un poste d'observation pour les militaires azéris sur la montagne. Gevorg Avagyan a perdu le revenu de sa famille et continue de subir de lourdes pertes en raison d'actes criminels azéris.
En particulier, lors de notre visite au village de Chakaten de la région de Syunik aujourd'hui, nous avons appris qu'il y a 5-6 ans, 3 familles ont difficilement construit une canalisation de 2 km de long à partir de la source d'eau près du village, dépensant plus de 2 millions de drams, mais les soldats Azéris qui se sont illégalement déployés dans a région ont coupé l'eau de ces familles. Maintenant, ces villagois doivent s'occuper de l'approvisionnement en eau avec de l'eau provenant d'autres sources dans le village, mais c'est un gros problème, car les ressources en eau ne sont pas suffisantes pour les habitants.
En outre, Gevorg Avagyan réalise un service de taxi à Kapan avec sa voiture. Ce travail est la source de revenus de sa famille ».
Arman Tonoyan affirme que sur la route entre Kapan et Chakaten, G. Avagyan est régulièrement contrôlé par les soldats Azéris qui procèdent à des contrôles frontaliers et douaniers, ce qui entrave sa vie quotidienne car il est difficile de parcourir sur cette route et non rentable pour son métier de taxi.
Cette même famille de Gevorg Avagyan a également été privée de la possibilité d'utiliser ses pâturages, car les forces armées azéries sont présentes dans ces zones proches du village affirme Arman Tatoyan relayant les témoignages.

Arman Tatoyan conclut : *« Les faits prouvent clairement que le déploiement de militaires azéris et le renforcement de leurs positions à proximité immédiate des villages arméniens, sur les routes entre les villages, n'ont absolument aucune base légale. Leurs actions sont de nature criminelle, car elles ne font qu'aggraver les violations des droits humains, perturbent leur vie normale et sont commises intentionnellement. De cette manière, la population arménienne (en particulier dans les zones frontalières) est confrontée à des problèmes humanitaires encore plus importants. »*

Notons enfin qu’Arman Tatoyan sera début décembre en France où il donnera des conférences dans plusieurs villes.

Krikor Amirzayan

_____

12.Le Monde

29 novembre 2021

Vladimir Poutine arbitre des frontières entre Erevan et Bakou

Le Monde

Vladimir Poutine, arbitre des frontières entre Erevan et Bakou

Le président russe a réuni, à Sotchi, les dirigeants arménien et azerbaïdjanais

MOSCOU - *correspondant*

Parer au plus urgent, remettre à plus tard les dossiers épineux : voilà l'objectif de la rencontre organisée par Vladimir Poutine, vendredi 26 novembre, entre dirigeants arménien et azerbaïdjanais, un an après la fin de la guerre dans le Haut-Karabakh. Plutôt que de célébrer le cessez-le-feu du 9 novembre 2020 – une telle célébration avait été refusée par l'Arménien Nikol Pachinian, pour qui la date correspond à celle d'une défaite –, la réunion, qui s'est tenue à Sotchi, sur les bords de la mer Noire, visait d'abord à mettre fin aux tensions récurrentes et violentes entre les deux pays.

Le plus meurtrier de ces épisodes a eu lieu il y a moins de deux semaines, entraînant la mort de six soldats arméniens et de sept militaires azerbaïdjanais, avec l'emploi d'armes lourdes et d'artillerie. Plus de vingt soldats arméniens ont été capturés, Erevan dénonçant une nouvelle incursion sur son territoire.

Signe de la volatilité et de la dangerosité de la situation, ces affrontements n'ont pas lieu autour du Haut-Karabakh à proprement parler mais sur la frontière entre les deux Etats, dans le district de Syunik – du côté azerbaïdjanais, on parle des territoires autrefois utilisés comme zone tampon du Haut-Karabakh arménien mais repris par l'armée de Bakou.

L'apparition de ces nouveaux foyers de tension est une conséquence directe du cessez-le-feu de novembre 2020, qui a vu apparaître de nouvelles frontières. Or celles-ci, héritées d'une Union soviétique qui en faisait de simples limites administratives, ne sont pas délimitées dans le détail. Qui plus est, elles traversent parfois des villages arméniens, ou coupent des voies de communication utilisées par les Arméniens.

C'est sur ces deux sujets – frontières et routes – que Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, se sont concentré vendredi soir. Ces pourparlers, *« constructifs »*, selon Vladimir Poutine, ont débouché sur la mise en place d'ici la fin de l'année d'une commission chargée de délimiter la frontière, sous l'égide de la Russie. Parmi ses missions : déterminer quelles cartes serviront de base à ce travail.

Les dirigeants arménien et azerbaïdjanais auraient aussi convenu de *« débloquer les corridors de transport »*, tant pour le chemin de fer que pour les routes. Le président russe n'a pas précisé si cet accord concernait la mise en place d'un corridor entre l'Azerbaïdjan et son enclave du Nakhitchevan. Un tel projet est évoqué dans le cessez-le-feu de 2020 mais il est perçu comme une menace pour la souveraineté arménienne.

Ces résultats sont encore pleins d'incertitudes mais ils correspondent à la situation sur le terrain. *« Les deux côtés sont incapables de s'asseoir autour de la table sans une "petite guerre"*, note l'expert russe Arkadi Doubnov. *Côté azerbaïdjanais domine même l'idée que toutes ces questions peuvent être résolues par la force. Pachinian, lui, doit démontrer à son opinion publique sa fermeté, mais cela se fait au prix de la vie de ceux qui se trouvent en première ligne. »*

La méthode correspond aussi parfaitement aux objectifs de Moscou. *« Les Russes veulent avancer à petits pas*, note un diplomate européen. *Résoudre d'abord les problèmes les plus urgents quitte pour cela à mettre de côté les questions les plus délicates. »* La plus ardue de ces questions concerne le futur statut du Haut-Karabakh, ou en tout cas de sa partie encore tenue par les Arméniens, autour de Stepanakert.

Situation porteuse de risques

En attendant, Moscou cherche surtout à éviter les montées de fièvre, entre Bakou et Erevan mais aussi au niveau régional, avec par exemple l'apparition de tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Le maintien du statu quo permet à la Russie de conserver son rôle d'arbitre en dernier ressort, et de tenir à distance la Turquie. Mais la situation est aussi porteuse de risques. Sur le terrain, la force de maintien de la paix russe est de plus en plus mise à rude épreuve par la multiplication d'incidents. Ceux-ci ne semblent pas devoir disparaître, tant la mauvaise volonté est évidente des deux côtés.

La Russie semble dès lors compter sur l'implication occidentale pour partager le fardeau. Certes, le Kremlin a été fortement irrité, selon la presse russe, par l'annonce d'une réunion à Bruxelles entre MM. Pachinian et Aliev, mi-décembre, alors que la rencontre de Sotchi n'était pas fixée. Mais la partie russe n'a pas cessé de rappeler, depuis, le rôle primordial du groupe de Minsk, codirigé par la Russie, les Etats-Unis et la France. ■

BENOÎT VITKINE

_____

13.Le Figaro Magazine

26 novembre 2021

LA PAIX IMPOSSIBLE EN ARMÉNIE

LE FIGARO MAGAZINE

TROIS CLÉS POUR COMPRENDRE

LA PAIX IMPOSSIBLE EN ARMÉNIE

Les timides efforts diplomatiques de Moscou et Bruxelles semblent vains : l'Azerbaïdjan et la Turquie maintiennent une pression militaire constante sur les frontières de la petite république du Caucase chrétienne.

Par Jean-Christophe Buisson



1 LES CENDRES MAL ÉTEINTES DE LA DEUXIÈME GUERRE DU KARABAKH

Il y a un an, le 10 novembre 2020, un cessez-le-feu a mis fin officiellement au conflit ayant opposé durant quarante-quatre jours, d'un côté, l'Arménie et la république autoproclamée d'Artsakh (le nom arménien du Haut-Karabakh), de l'autre, l'Azerbaïdjan, soutenue militairement et diplomatiquement par la Turquie. Mais de nombreuses questions sont restées en suspens depuis et plusieurs termes de l'accord ne sont pas respectés. Bakou, par exemple, n'a pas restitué tous ses prisonniers de guerre (il en reste plusieurs dizaines). De même, la délimitation entre les territoires du Haut-Karabakh intégrés à l'Azerbaïdjan et ceux de la République d'Arménie ne sont pas nettes, provoquant de fréquents incidents de frontière. Surtout, le statut de ce qu'il reste de l'Artsakh (moins de 3 000 km²) n'est pas précisé, autorisant le dictateur azéri à continuer à revendiquer la région dans son intégralité, bien que les 120 000 habitants qui y vivent encore soient à plus de 90 % arméniens. Pour les inciter à partir, les Azéris exercent une menace permanente sur les lignes de contact, obligeant les forces d'interposition russes à intervenir régulièrement.

2 LES AMBITIONS INTACTES DE L'AZERBAÏDJAN

À la tête de son pays depuis 2003, Ilham Aliev ressemble à tous les autocrates : pour garder le pouvoir, il muselle la presse, réprime l'opposition, achète des voix étrangères pour vanter son action. Mais cela ne suffit pas. Rien de tel qu'un ennemi, *« un bouc émissaire »*, pour mobiliser son peuple. La victoire de l'automne dernier l'a survolté et a décuplé sa haine contre les Arméniens, qu'il veut *« chasser comme des chiens »* de leurs terres ancestrales. Ainsi a-t-il ordonné à ses troupes, en mai dernier, de pénétrer à l'intérieur des frontières de la République d'Arménie, au Gegharkunik et au Syunik. Située au sud-est de l'Arménie, cette région qu'il nomme Zanguezour forme un bouchon entre l'exclave azérie du Nakhitchevan, qui possède une frontière avec la Turquie, et l'Azerbaïdjan ; aussi rêve-t-il de la conquérir. Le 16 novembre, appuyés par de l'artillerie lourde, plusieurs milliers de ses hommes et des véhicules légers y ont fait une incursion-éclair. Deux positions arméniennes sont tombées. Des dizaines de soldats ont été blessés et tués de chaque côté. L'absence de véritable condamnation internationale lors de ces deux agressions a convaincu Aliev de son bon droit. Et personne ne doute qu'il recommencera.

3 L'OMBRE PORTÉE DE LA TURQUIE

Le président turc Recep Tayyip Erdogan n'a jamais caché lui non plus sa haine des Arméniens, dont il nie le génocide en 1915 et qu'il a qualifiés un jour de *« restes de l'Épée »*. Raison pour laquelle il a fourni durant « la guerre des 44 jours » généraux, forces spéciales, drones d'attaque et mercenaires djihadistes à son *« frère »* Aliev. Grâce à ce dernier, marionnette servile de ses ambitions mégalomaniaques et à qui il a redit son soutien il y a quelques jours, il voit le moyen de créer ce fameux couloir turcique qui irait d'Istanbul à Ürümqi, dans le Xinjiang Ouïghour, traversant une demi-douzaine de pays turcophones. La semaine dernière, il s'est même affiché avec un des responsables des Loups gris (extrême droite nationaliste turque) devant une carte d'Eurasie sur laquelle étaient coloriées les zones turques qu'il rêve de rattacher à son « empire » néo-ottoman. Problème ; certaines se trouvent sur le territoire de la Fédération de Russie ! Ce qui n'a pas échappé à Poutine, qui a fait savoir son mécontentement. Comme en Artsakh, protégé par 1 960 soldats russes, comme en Arménie, où se trouve l'immense 102e base militaire russe (à Gyumri), seul Moscou semble pouvoir s'opposer aux Azéro-Turcs dans le Caucase sud.

ANTOINE AGOUDJIAN POUR LE FIGARO MAGAZINE

14.Le Point

23 novembre 2021

En Arménie, dans la ligne de mire des snipers azerbaïdjanais

REPORTAGE. Dans la région méridionale proche de l'Iran, les forces azerbaïdjanaises se font de plus en plus pressantes et bloquent des routes.

À ce jour, dans la région du Siounik, dans le sud de l'Arménie, plus d'une dizaine de villages sont complètement enclavés. Pour jouir de l'appellation village, il faut qu'il y ait mairie ou au moins maire. Tout autour se trouvent des hameaux dans la même situation. Nous nous sommes rendus dans cinq de ces villages : Keranouch, Djagaten, Chigahor, Nerkin Hans et Dzav. Des villageois, qui décrivent la situation comme cauchemardesque, confient que beaucoup de femmes et d'enfants ont dû partir. Les hommes sont restés pour créer une route improvisée avec les moyens du bord.

Une entreprise de la plus grande localité du Siounik, Kapan, leur a prêté un bulldozer pour façonner une route de terre à travers les bois dans les hauteurs. Si ce chemin d'infortune n'est pas goudronné, il deviendra vite impraticable dès les premières neiges et rien n'arrêtera l'hiver dans cette région continentale.

L'isolement forcé découle de blocus azerbaïdjanais qui se sont peu à peu mis en place après la signature du cessez-le-feu, le 9 novembre 2020, sous l'égide de la Russie, dans le conflit armé qui a opposé pendant 44 jours l'Arménie à l'Azerbaïdjan pour le contrôle de la province arménienne autonome du Haut-Karabakh.

Le cessez-le-feu entérinait la défaite de la partie arménienne avec la perte d'une partie du Haut-Karabakh ainsi que des districts alentour reconquis par l'Azerbaïdjan. Il prévoyait que les forces russes mettent en place un contrôle sur

la route de Lachine, qui relie le territoire de l'Arménie proprement dite à la province arménienne de l'Artsakh (Haut-Karabakh).

Terribles conséquences

Mais aujourd'hui, c'est le Siounik, en République d'Arménie, qui connaît une crise majeure. Depuis août dernier, ses routes sont parsemées de checkpoints et de barrages, au point qu'il est devenu impossible de les emprunter. Deux cas de figure : soit les habitants doivent effectuer de longs détours par une route qui multiplie la distance par quatre pour arriver à Kapan, où se trouvent les commerces – non seulement le temps de transport, mais aussi le coût du carburant devient excessifs -, soit il n'y a pas de route du tout. Dans les deux cas, les conséquences sont terribles. Rappelons que le revenu moyen d'une famille arménienne en province est de 300 à 400 dollars par mois.

En outre, les professeurs des villes n'arrivent pas à accéder aux écoles du village. Les enfants sont donc dans le meilleur des cas confrontés à la pédagogie en ligne, pour ceux qui seraient équipés de matériel ou de connexion, mais les autres n'ont plus école ou vont vivre chez des proches à Erevan. Les habitants des villages enclavés ayant un emploi en ville sont menacés de les perdre. Les femmes enceintes n'osent pas aller au terme de leur grossesse au village car elles n'auront pas accès aux soins. Plus pragmatiquement, l'approvisionnement en denrées essentielles telles que la farine, l'huile, le riz, les pâtes, le blé, les bonbonnes de gaz ou le bois de chauffe est devenu très compliqué.

À Dzav, des enfants jouent dans leur jardin à portée de tirs de snipers émanant des postes azéris. Le danger est réel. Un peu plus loin, à Nerkin Hans, deux dames âgées vivent ensemble et racontent la pénurie de bois de chauffe l'hiver, d'eau l'été. Elles ont vu les postes azéris s'installer en face de leur colline le 24 avril dernier, date de commémoration du génocide des Arméniens perpétré par les Turcs, elles l'interprètent comme de la provocation. Dans la bourgade d'à côté, Willem (7 ans) et Vahan (9 ans) ont peur quand ils voient les lumières du poste azéri s'allumer à la tombée de la nuit. Leur mère, Gayané, dit qu'ils ont des terreurs nocturnes très fréquentes. Il a fallu changer la configuration des chambres dans la maison afin qu'ils soient le plus loin possible des postes. Leur père nous explique que l'objectif de cette politique azerbaïdjanaise est de forcer l'exode pour ensuite arguer que ce sont les Arméniens qui ont abandonné leurs propres terres.